

.....  
**STUDIEGROEP VOOR EUROPESE POLITIEK (SEP)**  
**GROUPE D'ETUDES POLITIQUES EUROPEENNES (GEPE)**  
.....

*Les conséquences micro-économiques de l'élargissement  
de l'Union européenne*

.....  
*De micro-economische gevolgen van de uitbreiding  
van de Europese Unie*

---

**Etude commanditée par l'Institut Royal des Relations Internationales (IRRI)  
et la Fédération des entreprises de Belgique (FEB)**

**Studie in opdracht van het Koninklijk voor Internationale Betrekkingen (KIIB)  
en het Verbond Van Belgische Ondernemingen (VBO)**

**Sous la direction du / Onder leiding van**

Prof. Sylvain Plasschaert (Universiteit Antwerpen (UFSIA) en KULeuven)

**Avec la collaboration de / Met de medewerking van :**

- Prof. René Patesson & Pascale Steinberg (CPSO/ULB)
  - Prof. Alain de Crombrugghe (FUNDP)
  - Prof. Joep Konings (KU-Leuven – LICOS)
    - Prof. Jean-Claude Koeune (UCL)
- Soukaina Fares (Assistante de Recherche GEPE)

## Executive Summary

par Sylvain Plasschaert

### Ter Inleiding

1. De politieke draagwijdte van de nakende toetreding van de 8 landen in Centraal Europa ( Polen, de Tsjechische Republiek, Hongarije, de Slowaakse Republiek , Slovenië) en in het Balticum ( Litouwen , Letland, Estland ) kan moeilijk worden onderschat.
2. Deze studie bestudeert in wezen de economische betekenis en weerslag van deze oostwaartse uitbreiding van de Europese Unie op de Belgische economie, en in het bijzonder op het bedrijfsleven in België. Voormelde acht landen worden daarbij in globo beschouwd.
3. Zowel voor de huidige EU-15 als voor de nieuwe lidstaten (NLS ) vormt de uitbreiding een uitdaging van eerste orde, zonder voorgaande, wegens
  - ( i) het veel grotere aantal toetredingslanden
  - (ii) de grote welvaartskloof . Het gemiddeld per capita bruto binnenlands product (BBP) in de NLS, uitgedrukt in koopkrachtpariteiten) belooft gemiddeld slechts 47 % van het EU-15 gemiddelde.
4. In de publieke opinies in de EU-15 heerst veel onwetendheid en geringe belangstelling voor de uitbreiding. En bovendien veel ongerustheid – fundamenteel onterecht , zoals ook uit deze studie blijkt – voor :
  - (i) delocalisatie van productiecapaciteit naar NLS , en bijgevolg verlies van arbeidsposten alhier;
  - (ii) massale intocht van werkzoekenden uit NLS , die alhier jobs komen afhandig maken wat zal leiden tot meer werkloosheid ;
  - ( iii) de financiële kost van de uitbreiding .
5. De toetreding van de NLS vormt op zichzelf een belangrijke vector van globalisering van de economie, met als gevolgen een heviger concurrentie binnen en buiten de EU maar tevens meer ruimte voor winstgevende activiteiten. Zij moet echter worden geplaatst in het breder kader van potentieel wereldwijde globalisering, ingevolge met name de opkomst van China, Oost Azië en India.
6. De voorliggende studie bouwt verder op twee voorgaande studies wezenlijk over hetzelfde onderwerp maar meer in micro-economisch perspectief, in opdracht van het Ministerie van Economische Zaken , en grotendeels door dezelfde ploeg auteurs.

## **Chapitre 1 : Perceptions relatives à l'élargissement de l'Union Européenne** ( René Patesson et Pascale Steinberg )

7. Ce chapitre analyse d'une part, des enquêtes qui ont été réalisées sur l'élargissement de l'Union européenne fin 2002 et dans le courant de l'année 2003 et d'autre part, l'enquête menée de septembre à novembre 2003 par le Centre de psychosociologie de l'opinion de l'ULB dans le cadre de cette étude. Les enquêtes analysées diffèrent en termes de leurs cibles, de leur méthodologie et des questions spécifiques.

### Perceptions par la population belge

8. Selon les enquêtes "Eurobaromètre", on constate un manque d'information concernant le prochain élargissement. Par contre les objectifs politiques qui motivent l'élargissement sont évalués de façon positive et prennent le pas sur des considérations d'ordre économique. On croit que l'Europe sera plus forte sur la scène internationale ( mais la Belgique moins influente), mais qu'il sera plus difficile de prendre des décisions dans l'EU-25.

9. La majorité des belges évalue favorablement les retombées économiques. Nos entreprises devraient pouvoir se développer sur de nouveaux marchés. Mais la moitié des belges appréhende l'accroissement du chômage chez nous et une charge financière plus lourde pour la Belgique.

### Perceptions par les entreprises

10. D'une enquête par la FEB il ressort que les entreprises enquêtées( qui dans leur majorité ont déjà investi dans les nouveaux états membres ( NEM) recherchent en premier lieu des nouveaux débouchés. D'autres motifs sont mentionnés moins fréquemment, à savoir la nécessité de suivre des clients qui s'y sont installés ; une main d'oeuvre bon marché ; ou la possibilité d'y établir une tête de pont vers d'autres pays, plus à l'Est.

11. Un large consensus s'est dessiné quant aux effets bénéfiques de l'élargissement sur les flux commerciaux et les investissements directs, ainsi que sur la sécurité juridique dans les NEM. Si un impact sur l'emploi en Belgique existe, il serait plutôt positif, quoique modeste.

12. Les entraves perçues concernent la faiblesse des administrations publiques, les risques de corruption et l'insécurité judiciaire ( A noter cependant que la Roumanie et la Bulgarie, au score fort décevant, étaient englobées par l'enquête).

13. Une enquête de "l'Economist Intelligence Unit" auprès de 315 cadres supérieurs de firmes multinationales dans un grand nombre de pays, dégage des perceptions analogues, mais nettement plus optimistes. Les nouvelles opportunités commerciales sont mises en exergue.

14. Parmi les craintes exprimées figure celle des coûts qu'entraînera l'adéquation aux normes environnementales de l'UE .

15. Un pourcentage d'environ 40 % des cadres interrogés estime que l'avantage d'une main d'œuvre moins coûteuse s'érodera rapidement. La compétition entre l'est et l'ouest de l'EU agrandie s'accroîtra . La moitié des interviewés juge que les bénéficiaires de l'élargissement échoiront surtout aux NEM et moins à l'UE-15.

#### Perceptions par les organisations syndicales et patronales en Belgique

16. Cette enquête, réalisée par les auteurs du présent chapitre, était de nature plus qualitative, mais laissant le champ libre à des réflexions plus larges. En raison de la diversité des réponses, souvent en sens opposé, on ne peut dégager des synthèses compactes ou unidimensionnelles. On peut néanmoins retenir plusieurs points saillants.

17. D'une manière générale, les organisations sont attentistes ou optimistes. On apprécie l'apport de l'élargissement à la démocratie, à la paix et la stabilité, ainsi qu'à la construction d'une Europe plus forte .

18. On s'attend généralement à ce que l'élargissement , aboutira à un effet positif, quoique limité, sur la croissance économique dans l'UE-25. Cet impact sera toutefois faible en Belgique , vu le volume relativement réduit, quoique en nette progression, de nos exportations vers les NEM.

19. On s'attend également à une augmentation des investissements directs vers les NEM , notamment en raison de l'alignement du cadre institutionnel dans les NEM sur celui des UE-15. Certains ont exprimé la crainte que les NEM ne détournent vers eux des projets d'investissement qui sinon seraient réalisés en Belgique.

20. Des avis pessimistes furent plus rarement exprimés ; Ils se rapportent à l'emploi en Belgique, au grippage potentiel des règles de fonctionnement découlant de l'acquis communautaire dans les NEM , et la concurrence déloyale de la part de leurs entreprises. Certains craignent ainsi le dumping fiscal , comme suite aux incitations fiscales trop généreuses ; ainsi qu'une sorte de dumping écologique, puisque les NEM manqueraient de moyens financiers pour satisfaire les normes européennes en la matière.

21. L'afflux de ressortissants des NEM, en quête d'un emploi à l'Ouest, est redouté par certains. Pour d'autres, le risque d'une immigration pour motifs économiques est dérisoire pour la Belgique, pays non-limitrophe des NEM. On pourrait par ailleurs assister au retour ultérieur des immigrés dans leur pays d'origine, comme ce fut le cas pour l'Espagne et le Portugal.

22. On prévoit assez généralement que l'élargissement entrainera des délocalisations d'activités basiques vers les NEM, en raison du coût salarial plus bas dans ces pays. Les pertes d'emploi découlant des délocalisations posent le problème de la reconversion des travailleurs affectés .

23. Selon l'opinion générale des répondants, certains secteurs seront perdants : on mentionne l'agriculture, le textile, les transports et la métallurgie. Les secteurs de l'alimentation, de la chimie et de la pétrochimie devraient moins souffrir et seraient même modérément renforcés. Le grand vainqueur serait le secteur financier.

24. Quant aux rôles des autorités publiques belges, de nombreux répondants estiment que les organes publics ont été assez inefficaces, ce qui aurait alimenté l'hostilité à l'élargissement de la part d'une majorité de belges. La structure institutionnelle compliquée de notre pays est désignée comme un handicap majeur pour faire entendre correctement la voix de la Belgique dans l'UE de demain. L'impression générale prévaut également qu'après l'élargissement toutes les décisions seront plus difficiles à prendre.

## **Hoofdstuk 2 : De toetredingsroute van de Nieuwe Lidstaten**

(Sylvain Plasschaert)

### Algemeen

25. In amper één decennium hebben de NLS de radicale vervanging van het vroegere, diametraal tegengestelde systeem van een centraal-geplande volkshuishouding naar een (gedecentraliseerde) markteconomie in wezen waargemaakt. Toch moet men zich verwachten in de eerstkomende jaren aan gapingen tussen de nieuw-aanvaarde normen en de implementatie op het terrein.

### De pijnlijke aanvangsjaren

26. Tegen de aanvankelijke verwachtingen in, verzonken de NLS tijdens de eerste helft van de jaren 90 in een zware depressie, veelal vergezeld door een hyperinflatie. Dat het plots ineengestorte vorige systeem niet vlug kon worden vervangen door een marktconform institutioneel kader was de belangrijkste reden voor deze neergang, die grote, kwetsbare segmenten van de bevolking in diepe armoede dompelde.

### De heropleving en het toetredingsproces

27. Vanaf 1995 startte de heropleving, dank zij belangrijke economische interne hervormingen, o.m. inzake prijzen, eigendomspatronen, internationale handel, maar ook dank zij de maatregelen tot integratie van de NLS in de EU-economie. De *Europese akkoorden* hebben de EU15-markt opengesteld voor industriële producten uit de NLS, zonder gelijkwaardige tegenprestatie vanwege de NLS. Dit liet toe de export uit de NLS vrij snel te heroriënteren van de Comeconruimte naar de EU, ze op een veel hoger peil te tillen en de samenstelling ervan grotendeels om te buigen naar hoogwaardiger producten.

28. De NLS moesten zich ook de zware opgave getroosten de vele verbods- en gebodsbepalingen die op EU-vlak gelden, om te zetten in een nieuwe, eigen rechtsorde. Onder sterke tijdsdruk werden de soms harde

onderhandelingen over het '*acquis communautaire*' met elk van de NLS, afgerond in december 2002 in de zg. 'uitbreidingsverdragen' (ongeveer 4.200 blz). Slechts een beperkt aantal derogaties of overgangsbepalingen werden bedongen.

29. De EU heeft ook *administratieve bijstand* verleend tot de opbouw van geschikte instellingen. Voor de periode 2000-06 werden drie instrumenten geactiveerd w.o PHARE het belangrijkste is (jaarlijks budget: 1,6 mld euros).

30. De Europese Commissie volgt de vooruitgang naar een werkzame markteconomie op. Om in november 2003 in een laatste alomvattend 'monitoring report'; in februari 2004 werd nog op overblijvende pijnpunten gewezen. In de verdragen zijn overigens vrijwaringsclausules ingebouwd, ingeval deze tekortkomingen zich zouden bestendigen na de effectieve toetreding op 1 mei 2004.

31. Sinds 1995 hebben de NLS hogere groeicijfers gescoord dan de EU-15; zij hebben ook beter standgehouden dan de EU-15 tijdens de recente groeivertraging 2000-03. Zij hebben, sinds enkele jaren, hun BBP-startniveau van 1989 kunnen evenaren, met uitzondering van de Baltische staten, die evenwel sinds een paar jaar, opmerkelijke groeicijfers boeken.

#### Implicaties van de effectieve toetreding

32. In *institutionele* termen, nemen de NLS vanaf 1 mei 2004 als volwaardig lid deel aan het beleid in de EU.

33. In *economisch opzicht* zullen de bedrijven van de NLS, en van de EU-15 opereren binnen de eenheidsmarkt. De bilaterale vrijhandelszones, vooraf ingesteld tussen elk NLS en de EU, monden voortaan uit in één douane-unie, met een gemeenschappelijk extern tarief. De grensovergangen tussen de NLS en de EU-15 zullen nu vlotter verlopen. Uiteraard blijven heel wat reglementaire verschillen bestaan tussen de NLS zowel als in de EU-15.

34. In *monetair opzicht*, aanvaarden de NLS de doelstelling lid te worden van de Economische en Monetaire Unie (EMU), wanneer zij zullen voldoen aan de Maastrichtnormen en een duurzame convergentie zullen hebben bereikt. Dit zal waarschijnlijk nog wel tijd vereisen. Belgische ondernemingen die met of in een NLS opereren, blijven ondertussen onderhevig aan valutarisico. Opvallend is de verscheidenheid in de wisselkoerssystemen die door de NLS thans worden aangekleefd.

35. In *budgettair opzicht*, hebben de EU-15 voor de periode 2004-06 zich verbonden tot vastleggingskredieten voor de NLS, ten belope van 40,9 mld euros (de betalingskredieten voor dezelfde jaren zijn beduidend lager). Iets meer dan de helft van de kredieten behoren tot de Structuur- en Cohesiefondsen, die achtergebleven regio's ondersteunen. Vanaf 2004 zullen landbouwers in de NLS 25% van de directe inkomensteun kunnen genieten, die in de EU-15 wordt verleend; dit percentage zal nadien stijgen om in 2013 tot een pariteitspositie uit te groeien.

36. De NLS moeten ook bijdragen tot het EU –budget. De netto-transferten naar de NLS liggen derhalve lager. Zij belopen overigens momenteel slechts 0,1 % van het globaal BBP van de EU-15. Dit is een peulschil vergeleken met de transferten vanuit (West)Duitsland naar de vroegere DDR .

37. Voor de periode 2007-13, stelt het zopas voorgelegd voorstel van de Commissie een aanzienlijke stijging van het EU budget voor, tot 1,24 % van het gezamenlijk BBP ( thans liggen de effectieve uitgaven marginaal beneden 1%). De NLS zouden tot 4 % van hun BBP als steun ontvangen vanuit de EU; de helft van de regionale fondsen zou voor hen zijn bestemd. De voorstellen van de Commissie zullen nog tot 2006 veel stof voor discussie doen opwaaien.

### De huidige economische situatie in de NLS

38. In veel opzichten is de situatie aanzienlijk verbeterd. Voor de volgende jaren wordt een verdere groei van ongeveer 4 % geanticipeerd. De inflatie werd grotendeels bedwongen, maar is opgeflakkerd in enkele landen ( Hongarije, Slovakije). Er is een aanzienlijk tekort in de balans van de lopende internationale transacties, maar dit wordt fundamenteel gedekt door de netto-instroom van inwaartse directe investeringen .

39. De Europese Bank voor Reconstructie en Ontwikkeling ( EBRD), die de vooruitgang opvolgt inzake de opbouw van een efficiënt marktconform institutioneel kader, onderstreepte in haar jongste jaarverslag , de aanzienlijke vooruitgang in de NLS , maar wijst nog op specifieke tekortkomingen.

40. De werkloosheid blijft een zware bekommernis in het merendeel der NLS , vooral in meer oostwaarts gelegen streken. Ook de begrotingstekorten , die thans in de Centraaleuropese NLS de Maastrichtnormen beduidend overtreffen, zijn zorgwekkend geworden.

## **Chapitre 3 : Implications de l'élargissement pour le commerce international de la Belgique** (Alain de Crombrughe)

### Les grandes tendances de l'activité économique belge

41. Durant la période 1995 à 2002, *la valeur ajoutée globale de l'économie belge* ( à prix constants 1995) a augmenté de 14 % et *l'emploi* de 8 % . L'industrie a réalisé une production supplémentaire de 8 %, mais l'emploi y a baissé globalement de 6 % . Ces données confirment d'emblée la tertiarisation, c.à.d. la réaffectation des ressources humaines et financières vers les secteurs des services ; ainsi qu'une substitution du facteur travail par de l'équipement dans l'industrie, résultant en une hausse de la productivité .

42. Les secteurs industriels, en expansion ( p.ex. le plastique-caoutchouc, la chimie, les machines- équipements) ont réalisé durant cette période une augmentation de leur valeur ajoutée , supérieure à celle obtenue dans

l'industrie totale ; ils ont pu étendre l'emploi ou ont subi des pertes inférieures à celles de l'industrie globale. Inversement , d'autres secteurs (p.ex. l'équipement électrique et électronique) ont régressé légèrement en valeur ajoutée et en emploi ; cette baisse est plus nette pour le textile-habillement , quoique la valeur ajoutée n'a que peu décliné. Dans le secteur du bois et des meubles, la valeur ajoutée a augmenté sensiblement durant cette période , l'emploi a régressé quelque peu.

43. En analysant *le commerce international de la Belgique dans un horizon mondial*, le rapport exportations/ importations (X/M : ' avantage comparé révélé) permet d'évaluer les évolutions--à nouveau contrastées--, entre 1993 et 2000, de la compétitivité internationale des secteurs industriels belges. Ainsi, la chimie ( sauf plastique), a inversé un rapport X/M antérieurement négatif. En général, les secteurs qui ont pu croître et préserver l'emploi sont également des exportateurs nets. A remarquer que le secteur textile-habillement a pu renforcer l'excédent d'exportations sur les importations.

44. L'analyse statistique se tourne ensuite vers le *commerce bilatéral de la Belgique avec les 3 NEM principaux*, soit la Pologne, la République Tchèque et la Hongrie. Si les balances commerciales de la Belgique restent excédentaires, les Tchèques et les Hongrois, plus encore que les Polonais, se sont montrés capables d'exporter dans des domaines de plus en plus variés. Bientôt , aucun secteur de l'industrie belge ne pourra se croire à l'abri de la concurrence des NEM. Mais aucun n'est condamné à disparaître.

45. Ces données confirment l'évolution vers des échanges, qui, tout en appartenant au même secteur, portent sur des qualités différentes ( = *commerce intra-branche vertical*) ou sur des variétés différentes ( = *commerce intra-branche horizontal* ) .

46. Une autre tendance lourde réside dans la *part croissante des services* dans les économies contemporaines. Dans ce contexte, on assiste au développement des services de transport, en raison de l'essor des échanges internationaux de biens , elles-mêmes impulsées par la fragmentation de la production, c.à.d. la recherche du moindre coût pour chaque composante en fonction des compétences particulières de chaque fournisseur.

47. L'auteur cible ensuite l'évolution des échanges internationaux avec le trio des NEM précité, de 1993 à 2000. Si les échanges avec ces pays n'atteignent que 1, 62 % des échanges mondiaux de la Belgique, ils se sont néanmoins plus vite développés, dans les deux sens , qu'avec d'autres régions du monde . Les importations belges ont augmenté davantage ( + 336 % ) que nos exportations ( + 186 % ) . L'expansion des exportations par les 3 NEM est la plus spectaculaire dans le secteur des 'machines et équipements' ( automobile en Tchèque , équipement électronique en Hongrie ), mais les exportations de la Belgique s'y sont également bien comportées. Ces 3 pays réalisent des percées dans le secteur du ' bois et meubles' . Dans les plastiques, la Belgique confirme, dans son commerce avec les NEM, sa position très forte déjà mentionnée. Contrairement à ce qui fut redouté, les secteurs des produits minéraux ( verre, ciment, diamant ) , métalliques ferreux



( dont l'acier ) et non-ferreux ( dont le cuivre) ont connu une croissance plus rapide de leurs exportations que de leurs importations à l'égard de ces pays.

48. Dans le *textile-habillement* , les importations à partir des trois pays d'Europe centrale ont augmenté plus rapidement que les exportations belges mais sans atteindre un niveau impressionnant. Une distinction plus fine entre l'habillement et les autres sous-secteurs textiles, décèlerait que le déclin se manifeste principalement dans l'habillement. Par ailleurs les pressions compétitives émanent de plus en plus de la Chine, et également de la Turquie. En plus, ces pays achètent chez nous des fils et toiles pour leurs manufactures de produits textiles finis.

49. L'auteur termine le chapitre 3 par quelques réflexions plus générales, que résume le paragraphe final : « L'intensification des échanges avec l'Europe centrale offre finalement plus d'avantages que d'inconvénients. Elle nous rappelle la nécessité de s'ajuster intelligemment à toute situation nouvelle. Elle ouvre des marchés en forte croissance dans le cadre réglementaire européen familier à la Belgique. Elle permet aussi d'organiser une meilleure division du travail en Europe et de développer des réseaux de production et des économies d'échelle , ce qui permet d'aborder ensuite mieux la concurrence mondiale. Ce nouveau partenariat européen, fait de concurrence et d'alliances, ne nous dispensera cependant pas de faire face aux défis et aux opportunités d'un monde plus vaste, si nous voulons améliorer ou simplement maintenir notre niveau de vie.

#### **Hoofdstuk 4 : Directe Investerings vanuit België in de Nieuwe Lidstaten** (Sylvain Plasschaert)

##### De verbanden tussen uitvoer en buitenlandse directe investeringen

50. Of zij exclusief van elkaar, of integendeel complementen zijn, verschilt naargelang de motieven en de modaliteiten van BDI's.

51. Alle statistieken – ook inzake de NLS--wijzen uit dat BDI's overwegend worden gemotiveerd door verhoopde *marktafzet* in het beoogde gastland. Dikwijls is export immers niet mogelijk of een inferieure optie. De afstand voor zware producten of te hoge invoerrechten in het gastland kunnen export verhinderen. Een toeleverend bedrijf kan worden genoopt zijn cliënt te volgen naar het gastland. Het merendeel der diensten ,bv in de bankwereld, lenen zich niet tot export, want de productie ervan valt samen in tijd en ruimte met het verbruik ervan. Ook volgen BDI's dikwijls op voorafgaande export, wanneer de gestegen afzet in het gastland bijkomende productiecapaciteit vereist. Veelal is het oprichten van een commerciële filiale daarbij een tussenstap tussen export en productie in het gastland. In de vele oligopolistische markten, wordt het BDI-initiatief van een rivaal dikwijls prompt gevolgd door een eigen inplanting.

52. Een andere hoofdmotief van BDI's bestaat erin van *voordeliger productiekosten* te genieten, vooral inzake arbeidskosten, voor zover deze besparing niet wordt tenietgedaan door een lagere productiviteit. Typisch voert de moederonderneming daarbij zelf de inputs aan, tot 'veredeling' van het product, en latere heruitvoer naar de wereldmarkten. Maar in toenemende mate wordt de productie toevertrouwd aan een juridisch niet-verbonden lokale onderaannemer.

53. Dergelijke 'outsourcing' is reeds aan de orde sinds ongeveer 1960 voor arbeidsintensieve producten, waarvan kledij een schoolvoorbeeld vormt. De productiesites kunnen daarbij gemakkelijk worden verplaatst.

54. Twee nieuwe gelijkaardige hedendaagse krachtlijnen in het bedrijfsleven moeten daarvan worden onderscheiden. Enerzijds, de *fragmentering* van de waardeketen, waarbij componenten worden geproduceerd in verschillende productie-eenheden, in diverse landen, in functie van hun specifieke competitieve voordelen. Anderzijds, het *her-centreren op de kerntaken* en het afstoten van een aantal diensten die behoren tot de bedrijfsuitvoering in een industriële onderneming (bv. het beheer van informatica- uitrusting ) en die worden uitbesteed aan gespecialiseerde ondernemingen, veelal in het eigen land.

55. Maar een nieuwe tendens zet zich thans sterk door, met name de uitbesteding van bedrijfsdiensten , zoals de back-office verwerking van klantenbestanden, die via telecommunicatie worden overgeseind naar lage loonkostlanden, vooral naar India, aldaar bewerkt en teruggestuurd, met een aanzienlijke besparing al gevolg. Het betreft dan niet meer 'blauwe, maar witte boorden'.

#### De Nieuwe lidstaten als Localisatie van Buitenlandse Directe Investerings

56. BDI's naar de NLS kwamen op dreef vanaf 1995. Vele ervan gebeurden via de overname van staatsbedrijven, veelal na een aanzienlijke besteding tot modernisering van de uitrusting. De privatiseringsgolf is thans ongeveer beëindigd. Toch wordt algemeen verwacht dat de BDI -bestedingen op peil zullen blijven, na de effectieve toetreding van de NLS. De BDI's worden overwegend ondernomen door bedrijven uit de EU-15.

57. In breder perspectief mag de instroom van BDI's naar de NLS niet worden overschat. EU-15 bedrijven planten nog steeds BDI's neer vooral in andere EU-lidstaten , vanuit België naar de nabuurlanden. Vooral China wordt thans een magneet voor BDI's, zowel voor afzet in een potentieel enorme markt, als met het oog op kostenbesparing, dank zij een enorm reservoir aan goedkope arbeidskrachten.

58. Toch beschikken NLS over stevige troeven tot het aantrekken van BDI's. Er is nog heel wat inhaalvraag , zowel inzake uitrustings-als consumptiegoederen. De groeivoet van de economie zal deze van de EU-15 overtreffen . Buitenlandse bedrijven kunnen er met geschikte producten, of

diensten, marktaandeel veroveren. Wegens het nog bescheiden per capita inkomen is de vraag er nog sterk gestratificeerd.

59. NLS beschikken eveneens over sterke troeven inzake kostenbesparende BDI's . De lonen zijn allicht hoger dan in Azië, en zullen merkkelijk stijgen, maar de scholingsgraad ligt hoog en de productiviteit kan snel worden, opgetrokken. Onze bedrijven zullen kunnen opereren binnen een ééngemaakte ruimte, zonder handelsbelemmeringen tussen de 25 lidstaten en met dezelfde spelregelen. Ook wordt de gefragmenteerde productie vergemakkelijkt dank zij het systeem van '*diagonale cumulatie van oorsprongsregelen*' dat sinds 1998 geldt tussen de EU-25 en nog andere landen in Europa. Tenslotte liggen de NLS dichter bij Westeuropa, zowel cultureel als geografisch dan bv China.

#### Belgische Directe Investerings in de Nieuwe Lidstaten

60. De beschikbare statistieken geven weinig inlichtingen, omdat zij, omwille van vertrouwelijkheidsvereisten, veel witte vlekken bevatten. Toch is bekend dat een stijgend aantal ondernemingen belangstelling toont voor de NLS, vooral inzake afzetmogelijkheden, minder met het oog op kostenreductie.

61. België bekleedt evenwel slechts een bescheiden plaats inzake BDI's naar de NLS. Ons land huisvest immers weinig grote multinationals . Vele bedrijven zijn zelf filialen van buitenlandse multinationals, en hebben weinig beslissingsbevoegdheid inzake uitwaartse BDI's . De afstand t.a.v de NLS is ook groter dan deze van Duitsland en Oostenrijk.

#### De Impact van Buitenlandse Directe Investerings in de Nieuwe Lidstaten

62. De katalysator rol die BDI's vervullen in de NLS-economieën is vitaal. De inwaartse kapitaalinjecties hebben de macro-investeringsquote aanzienlijk opgetrokken en brengen deviezen aan. De typisch verouderde uitrusting van de overgenomen inheemse bedrijven wordt vervangen door up-to-date technologie, of deze wordt geïnstalleerd in nieuwe 'groenveld' vestigingen. Moderne managementmethodes vinden toepassing. BDI's scheppen arbeidsplaatsen ( alhoewel , bij overname van inheemse bedrijven veelal moet worden gesnoeid in een overtollig arbeidsbestand.) BDI's verwezenlijken een hoge uitvoerprestatie. Sommige BDI's (bv Skoda-Volkswagen) vormen clusters van toeleveringsbedrijven , ook inheemse. Zonder BDI's zouden de voorafbestaande staatsbedrijven zich niet kunnen omturnen tot competitieve entiteiten. De nadelen uit BDI's ( overheersing door buitenlandse bedrijven , uitschakeling van kleine winkels door grootwarenhuizen ) wegen niet op tegen de voormelde baten uit BDI's.

#### De repercussies van de oostwaartse uitbreiding op het bedrijfsleven in België

63. De positieve handelsbalansen van België met de NLS wettigen de conclusie dat de industriële output, en ook de tewerkstelling alhier globaal zijn gestegen, ingevolge het handelseffect van de Uitbreiding.

64. BDI's zijn overwegend gericht op marktafzet. Zij zullen export vervangen, wanneer een BDI project een beter alternatief biedt. Ook dan is de uitkomst positief voor België, omdat de onderneming haar marktaandeel kan behouden of uitbreiden. In vele dienstensectoren, bv banken, is BDI de geëigende toegangspoort tot de markt van het gastland. Deze gevallen kunnen niet als echte delocalisatie worden gekarakteriseerd. Ook dan is er enig gunstig effect op de tewerkstelling alhier, want de nieuwe activiteiten in het gastland moeten worden opgevolgd.

65. De actualiteit vermeldt regelmatig *échte* gevallen van *delocalisatie*, waarbij productiecapaciteit alhier wordt stilgelegd en de productie verplaatst. Dikwijls betreft het arbeidsintensieve productieprocessen of onderdelen ervan; maar ook vrij kapitaalintensieve producties, die thans gebanaliseerd zijn, zodat nieuwe industrielanden, in de NLS of bv in China, deze kunnen beheersen. En daarnaast is er het recent fenomeen van de 'overseining' van een aantal businessdiensten met intellectuele input naar (vooral) India.

66. Deze tendensen zijn onloochenbaar. En zijn, zoveel als zeker, vooralsnog onomkeerbaar. Is dan de industrie gedoemd te verdwijnen in Westeuropa en zouden alhier enkel nog de conceptie van nieuwe producten en de ontwikkeling van producten die een niche in de markt aanboren, overleven terwijl de taken van fysische productie zouden verhuizen?

67. De tendens tot *des-industrialisatie* is eveneens onloochenbaar, inzake haar vraag naar arbeid en ook in termen van haar relatief aandeel in het BBP. Men moet zich evenwel hoeden voor overhaaste conclusies, want andere krachten zijn in het spel. De her-centering op kerntaken en de uitbesteding van een aantal businessdiensten vertaalt zich in een zuiver statistische verschuiving van de productiecijfers ten voordele van de tertiaire sector. Binnen de EU consolideren bedrijven hun productie in een kleiner aantal entiteiten, omdat zij menen dat het minder zinvol is binnen eng nationale kaders te opereren. De steeds snellere ontplooiing van technologische vernieuwingen geeft aanleiding tot arbeidsvervangende kapitaalverdieping. Echte delocalisatie kan, in een aantal gevallen, de minst nadelige oplossing zijn indien zoniet de onderneming, in een vlijmscherpe strijd gewikkeld met zijn rivalen, dreigt te vergaan.

68. Toch is de industrie in eigen land helemaal niet ten dode opgeschreven. Zoals ook uit het voorgaande hoofdstuk blijkt, houden heel wat sectoren, en zelfs bedrijven in minder beloftevolle sectoren, goed stand en realiseren zij een behoorlijke prestatie in buitenlands afzetmarkten. Dank zij productvernieuwing kunnen behoeften beter worden bevredigd of nieuwe behoeften geïnduceerd; dit geldt uiteraard evenzeer in de dienstensectoren.

69. Echte delocalisatie vernietigt onmiddellijk banen alhier. Economisch blijft de redenering, gesteund op de theorieën inzake internationale handel, geldig dat een overplaatsing van productie naar een land, dat efficiënter, d.i. goedkoper kan produceren, globaal baat bijbrengt, mits de consumenten aldus hun reëel inkomen verhogen, via lagere aankooprijzen. Protectionistische reacties tot instandhouding van productie- zonder-toekomst

kunnen slechts tijdelijk de nadelige menselijke en sociale gevolgen van een onvermijdelijke aanpassing en heroriëntatie verzachten, maar bieden geen uitkomst op langere termijn en vallen bovendien erg duur uit. Wel heeft de maatschappij de morele plicht degenen, die hun baan verliezen, te steunen en te oriënteren naar andere taken.

70. In een wereld, die zich steeds meer openstelt en waarbinnen de concurrentie toeneemt en geo-economische zwaartepunten verschuiven, kan het bedrijfsleven -- vooral niet in een open economie zoals in België -- niet ontsnappen aan de imperatieven van initiatief en van een alert aanpassingsvermogen. *Initiatief* tot het ontwerpen en valoriseren van nieuwe producten en diensten, het veroveren van marktaandelen, vooral in niet-verzadigde markten --zoals in de NLS. Het *aanpassingsvermogen* moet zich uiten o.m. in het vlug inspelen op opportuniteiten, en in de constante zorg voor kostenbewaking vooral t.a.v. onze buurlanden, tevens belangrijkste afzetmarkten (het is niet mogelijk de NLS te overtroeven in lagere loonkosten).

71. Het economisch beleid in een land als België, dat in toenemende mate in een Europees, thans EU-25 kader moet worden geconcipeerd, moet erop gericht zijn de omgevingsfactoren te bieden, die de kansen tot verdere groei van de ondernemingen bevorderen. Daarop gaat het laatste hoofdstuk in. Een implicatie is evenwel dat de EU zich als een bakermat van spijttechnologie, innovatie en de snelle commercialisatie van nieuwe producten en diensten, moet kunnen bevestigen.

### **Chapitre 5.A : Veroorzaken loonkostverschillen delocalisatie ?** (Joep Konings)

72. Dit hoofdstuk bevat een vergelijkende analyse tussen hoge-en lagelonenlanden aan de hand van gegevens die betrekking hebben op individuele ondernemingen. De dataset, waarop econometrische analysetechnieken zijn toegepast, betreffen grote en middelgrote bedrijven in de hier weerhouden landen. Uit die bron kan men gegevens putten over de omzet, tewerkstelling, totale loonkost, materiaalkosten en toegevoegde waarde. Een belangrijk winstpunt van deze dataset is dat de bedrijfsgegevens vergelijkbaar zijn over verschillende landen, omdat het Bureau Van Dijk, dat de dataset opstelt, de boekhoudkundige verslagen harmoniseert. Hierna kan niet worden ingegaan op de econometrische technieken, maar worden de hoofdconclusies samengevat.

73. Wat gebeurde bij Ford Genk stelt de discussie over de hoogte van de loonkost in België weer in het middelpunt van de belangstelling. Maar leiden hoge loonkosten steeds tot delocalisatie van arbeid? In dit hoofdstuk worden verschillen in loonkost *en* arbeidsproductiviteit tussen België en Portugal --een hoge -en lagelonenland in de EU15- vergeleken met deze in de drie belangrijkste NLS, namelijk Polen, Hongarije en Tsjechië. De loonkost in België lag tussen 1995 en 2000 gemiddeld vijf tot zeven keer hoger dan in de NLS. Maar zij lag ook vier keer hoger dan in Portugal: ook binnen de EU-15 bestaan grote verschillen in loonkost. De arbeidsproductiviteit verschilt

evenwel ook substantieel. De loonkost en de arbeidsproductiviteit blijken sterk samen te hangen.

74. Als maatstaf voor de concurrentiekracht wordt de verhouding van de loonkost tot de arbeidsproductiviteit berekend. Zo stellen we vast dat Polen in het jaar 2000 minder concurrentiekracht opbracht dan België. De verhouding van de loonkost en arbeidsproductiviteit blijkt sterk te verschillen tussen landen en sectoren, maar verschilt minder binnen dezelfde sector in verschillende landen. Sectoren in dewelke België een relatief ongunstige verhouding tussen loonkost en productiviteit kent, zijn over het algemeen dezelfde waarin ook de onderzochte landen niet sterk staan. Dit wijst erop dat er niet op zichzelf een vanzelfsprekend motief bestaat om productie van hoge- naar lagelonenlanden over te plaatsen.

75. In dit hoofdstuk wordt vervolgens de arbeidsvraag, op bedrijfsniveau, in de Belgische industrie geschat. Hiervoor wordt gebruik gemaakt van gedetailleerde gegevens m.b.t. individuele bedrijven. Er wordt *geen* aanwijzing gevonden dat de loonkost in verhouding tot de arbeidsproductiviteit in de onderzochte NLS, gemiddeld gezien, banen in Belgische firma's vernietigt. Er zijn echter wel aanwijzingen dat de evolutie van de loonkost in verhouding tot de arbeidsproductiviteit in Portugal een licht negatief effect heeft op de tewerkstelling in België. Daaruit volgt de conclusie dat delocalisatie naar de NLS gedurende de onderzochte periode gemiddeld gezien gering was, maar misschien wel plaats vindt binnen de EU zelf.

76. In de economische literatuur werd herhaaldelijk aangetoond dat buitenlandse (multinationale) ondernemingen meestal efficiënter zijn dan binnenlandse ondernemingen. Bijgevolg zou een internationale vergelijking tussen loonkosten en productiviteit rekening moeten houden met het verschil tussen multinationale en lokale ondernemingen. In een andere, recente studie van de auteur werden met name de loonkost- en productiviteitsverschillen *binnen* dezelfde multinationale onderneming onder de loep genomen. Ook hier wordt geen significant verband tussen de werkgelegenheid in de moederbedrijven en de loonkost in de dochterbedrijven in Centraal- en Oost-Europa vastgesteld.

77. Daarom is de algemene conclusie gewettigd dat, zelfs wanneer rekening wordt gehouden met verschillende types ondernemingen, wegens de eveneens lagere arbeidsproductiviteit, de lagere loonkost niet noodzakelijk tot relocalisaties van productieve capaciteit naar de NLS-regios naar deze regio hoeven te leiden.

## **Chapitre 5.B : Implications de l'élargissement de l'Union Européenne pour l'immigration** (Soukaïna Fares)

### Les flux migratoires potentiels Est-Ouest

78. Les *évolutions démographiques* dans les 4 NEM qui font l'objet des analyses ici ( Pologne, Tchèquie, Hongrie et Slovaquie) auront un impact

considérable sur le parcours économique et social de ces pays. La population globale de ces pays subit une baisse continue, comme suite à la chute de la fécondité. Conjugée à l'accélération du vieillissement, la population active diminuera, ce qui exercera normalement un effet négatif sur la croissance économique.

79. Les mouvements migratoires, quoiqu'en augmentation notable depuis l'ouverture des frontières, sont restés modérés. Certes, l'Europe de l'Est est une zone traditionnelle d'émigration, mais après 1989, il n'y a pas eu de déplacements transfrontaliers massifs de populations. Dans un premier temps il y a eu des mouvements migratoires pour motifs politiques ou économiques ; ces derniers ont été freinés par des législations moins libérales dans les pays d'accueil à partir de 1993. L'immigration légale a également été canalisée par des accords bilatéraux, conclus notamment par l'Allemagne et l'Autriche avec des NEM. Le nombre de travailleurs sous contrat (c.à.d avec contrat de travail) ne dépasserait pas 120.000 personnes pour toute l'Europe.

80. Les migrations clandestines sont évidemment moins recensées. Il y a eu de telles migrations principalement à partir de la Pologne vers l'Allemagne et de la Hongrie vers l'Autriche. En Hongrie, l'immigration clandestine expliquerait le rôle important de l'économie informelle, tandis qu'en Pologne une estimation officielle indique que 100 000 personnes, en situation irrégulière, soit quatre fois plus que le nombre de personnes enregistrées, travaillent dans le bâtiment. Il s'agit, dans les deux cas, de personnes originaires de l'ex-Yougoslavie, de la Roumanie ou de pays d'Asie.

81. Une étude circonscrite (2000), commanditée par la Commission européenne estimait le stock d'immigrants originaires de l'Europe Centrale (y compris la Roumanie et la Hongrie) à 850.000, dont 300.000 de travailleurs (ce chiffre inclut l'équivalent temps-plein de travailleurs temporaires et saisonniers.) Ce chiffre équivaut à 0,3 % de la population de l'UE-15 et 0,2 % de sa main d'œuvre. Ces pourcentages sont plus élevés en Allemagne et plus encore en Autriche (1,1 %). La migration limitrophe prévaut : les immigrés proviennent principalement de la Pologne, la Tchéquie et la Hongrie. Depuis 1993, l'immigration nette vers les UE-15 a été négligeable.

82. *En Belgique*, en 2000, des 897.110 étrangers recensés, 7,5 % provenaient de la Pologne et 1,2 % de la Hongrie. (Ces statistiques n'incluent pas les personnes qui détiennent un visa touristique, ceux qui ont acquis la nationalité belge, ou les immigrés clandestins).

83. En tout état de cause, la crainte d'un afflux massif d'immigrants venant des NEM s'est, à ce jour, avérée foncièrement infondée. En effet, ceux qui ont souhaité émigrer à l'Ouest, y sont probablement déjà depuis plusieurs années ; dans les NEM il y a très peu de mobilité interne ; à plus forte raison, les barrières linguistiques découragent l'émigration ; la baisse naturelle de la population dans les NEM réduit le nombre de candidats à l'émigration. Et finalement, les restrictions à l'immigration convenues avec les NEM réduisent fortement la propension à l'émigration, spécialement durant les 7 prochaines années. Ainsi, ceux qui seront employés en Belgique devront, au moins

jusque fin 2006, comme auparavant, solliciter un permis de travail. (Récemment, plusieurs pays EU-15 ont resserré leurs réglementations).

### L'impact probable de l'élargissement sur les flux migratoires<sup>1</sup>

84. Face à des pénuries sectorielles de main d'œuvre, certaines voix s'élèvent parmi les employeurs pour prôner un recours ponctuel à l'immigration. Quant aux organisations syndicales, elles se montrent plus prudentes en invitant les autorités à réfléchir sur les mesures de nature à réduire le chômage et lutter contre le travail au noir. Cela dit, il est peu probable que *l'immigration légale* puisse s'accroître fortement dans la période transitoire (qui va jusque 7 ans : 2+3+2).

85. Pour cerner *l'immigration clandestine*, ou plutôt l'emploi illégal, on ne dispose que d'informations partielles. Une enquête en Pologne indique que près de la moitié des citoyens polonais, qui arrivent en UE-15 avec un visa de touriste (valable 3 mois, parfois 6) occupe illégalement un emploi temporaire ; il s'agirait de 300.000 personnes. Ayant recours aux programmes de régularisation qui ont été instaurés dans plusieurs pays UE-15, dont la Belgique, un certain nombre de ces immigrés semblent vouloir s'installer plus définitivement.

86. Les 'facteurs d'appel' se sont transformés par rapport à la période après la deuxième guerre mondiale lorsque l'industrie a fait appel assez massivement à des travailleurs étrangers. Actuellement, même en période de chômage et de récession, certains secteurs ont besoin de main d'œuvre étrangère, puisque les pénuries ne seront jamais comblées par des nationaux. Il existe dès lors un double marché du travail, par ailleurs 'ethnostratifié' : certains segments de secteurs sont occupés par des communautés ethniques spécifiques. Ainsi, dans la construction, l'horticulture, l'HORECA, les transports et les travaux domestiques, le recours à la main d'œuvre irrégulière présente un caractère structurel.

87. *La construction*, secteur complexe, qui comprend des entreprises de taille très diversifiée, connaît une forte proportion de travail illégal, et non seulement presté par des étrangers. Selon les rapports de l'inspection sociale à Bruxelles, le sous-secteur de la rénovation d'immeubles emploierait un pourcentage appréciable de travailleurs, qui ne disposent pas d'une autorisation de travail, et souvent originaire de la région de Białystok en Pologne.

88. *Les transports* constituent un autre secteur complexe, notamment en raison des réglementations nationales et européennes. C'est un secteur 'ouvert' : des entreprises d'autres pays membres de l'UE peuvent prester leurs services en Belgique. Dans plusieurs segments il y a une pénurie chronique de chauffeurs. Le recours à des travailleurs des NEM, ou d'ailleurs, aux

---

<sup>1</sup> cette section est basée largement sur la contribution de Andrea Rea au deuxième rapport de la GEPE-SEP pour le Ministère des Affaires Economiques, 2003, qui distingue trois catégories d'immigrations.



salaires nettement plus bas, est dès lors tentant. Certains transporteurs se sont ingéniés à se faufiler entre les réglementations et segmentations nationales, pour affecter des chauffeurs des NEM à des camions, qui disposent d'une licence internationale. La Commission européenne a formulé des propositions pour contrecarrer cette forme de dumping social .

89. *L'immigration saisonnière* fournit le contingent le plus important en chiffres enregistrés. Vers 2000, on évaluait à 250.000 le nombre des ressortissants des pays candidats ( y compris la Roumanie et la Bulgarie) qui étaient ainsi nantis d'un contrat de travail spécifique, pour l'ensemble de l'UE-15. En Belgique, cette forme d'immigration temporaire est en principe interdite, mais des dérogations ont été accordées notamment à des candidats réfugiés (cfr Sikhs) ou en situation de séjour irrégulier. L'horticulture, et particulièrement lors de la cueillette des fruits a un besoin pressant de travailleurs saisonniers , qui dépassent par ailleurs de loin les travailleurs permanents.

## **Chapitre 6 : Orientations de politique économique pour la Belgique**

(Jean-Claude Koeune)

90. Grâce au capital accumulé par les générations précédentes et au savoir-faire de sa main d'œuvre, la Belgique a réussi à rester un pays riche. Cette richesse et ce travail ont assuré à la grande majorité de la population belge un niveau élevé de bien-être.

91. Mais dans une économie globalisée en mutation rapide, du fait notamment de la montée en puissance de la Chine et de l'Inde, cette position et les avantages comparatifs qui la fondent ne sont pas assurés une fois pour toutes. Cette remarque vaut également pour l'ensemble de l'U.E et c'est au niveau de celle-ci que doit d'abord être pensée la stratégie de restauration de la compétitivité et préparée une riposte globale.

92. Par rapport aux tendances lourdes de l'économie mondiale et à des faiblesses européennes spécifiques, l'entrée des NEM dans U.E apporte aux entreprises de celle-ci à la fois de nouveaux marchés et de nouveaux concurrents, provoquant d'éventuels déplacements vers les NEM de certains segments de la chaîne de valeurs. L'élargissement de l'UE peut ainsi donner aux entreprises de l'E.U-15 l'occasion de nouer avec celles des NEM des partenariats qui rendront les premières plus compétitives face à la concurrence américaine ou asiatique.

93. L'élargissement induit ainsi un phénomène de redistribution intra-européenne des activités de production, qui se situe lui-même dans le cadre d'une redistribution planétaire des avantages comparatifs. Ceux de la Belgique, et la possibilité pour elle de conserver des emplois suffisants en nombre et en qualité, doivent donc s'apprécier dans un triple cadre: *mondial* d'abord; *européen élargi* ensuite; et enfin *par rapport aux concurrents de la Belgique en Europe occidentale*. C'est dans ce dernier cadre qu'est posé, aux termes de la loi de 1996, le problème de la compétitivité de la Belgique. En effet, entre les différents pays, et tout autant à l'intérieur de l'UE , une lutte serrée

est engagée en vue de maintenir et d'étendre des capacités de production de biens et de services, qui génèrent de la valeur ajoutée et des emplois.

94. L'évolution récente de la *compétitivité* belge sur le plan du coût de la main d'œuvre (sans tenir compte de la productivité) n'a pas été des plus favorables. Le handicap belge serait maintenant d'environ 16% sans tenir compte de la productivité, et de 9 % lorsqu'on en tient compte. La qualité en moyenne supérieure de la main d'œuvre en Belgique, c.à.d sa productivité justifie-t-elle cette différence de coût ?

95. Il faut d'abord remarquer que, dans un univers économique en mutation rapide, les qualifications ne sont jamais établies une fois pour toutes: elles doivent être entretenues et renouvelées plus vite que ce que permet le renouvellement des générations. Or l'effort de la Belgique paraît relativement modeste en matière de formation permanente.

96. Parmi ses atouts on cite souvent le niveau d'éducation et la qualité du système d'enseignement et de la formation qu'il procure aux jeunes. Ici aussi cette qualité n'est pas fixée dans l'absolu une fois pour toutes: elle doit s'apprécier en fonction des efforts que réalisent les concurrents de la Belgique, non seulement dans l'EU-15, ou dans l'UE bientôt élargie, mais également en Asie. Or les classements internationaux sont loin de donner une image très encourageante à cet égard.

97. La Belgique est-elle bien armée pour se développer aux niveaux supérieurs de la chaîne de valeurs et pour devenir une véritable "économie de la connaissance"? Plusieurs critères et comparaisons, outre ceux qui concernent la qualité du système éducatif, permettent de l'appréhender. Ces classements et résultats divers donnent l'impression que la Belgique occupe globalement à cet égard une position *moyenne* dans l'EU-15, qu'elle est nettement surclassée par les pays scandinaves de même que par plusieurs pays d'Asie de l'Est, et qu'elle est en outre talonnée par certains des NEM, qui progressent rapidement vers le statut de *knowledge-based economy*.

98. Le second avantage comparatif de la Belgique qui est traditionnellement mentionné est sa position géographique centrale et la qualité de ses infrastructures de transport et portuaires. Mais il faut bien se rendre compte que même des avantages d'apparence aussi durable que ceux-ci ne sont pas acquis une fois pour toutes, d'abord parce qu'une position géographique centrale et favorable, ne doit pas se déplacer de beaucoup pour sortir des frontières d'un *petit* pays; et ensuite parce que cet atout économique dépend étroitement de la qualité des infrastructures et de leur gestion relativement à ce que peuvent offrir des pays géographiquement proches et qui ne restent pas inactifs.

99. L'entretien et le renouvellement des avantages comparatifs de la Belgique vont nécessiter des dépenses supplémentaires, publiques ou privées, notamment en infrastructures; en éducation (en ce compris la formation permanente); et en encouragement à la recherche scientifique et technologique. Ce renouvellement pourra aussi entraîner la diminution de

certaines sources de recettes, fiscales ou para-fiscales, de manière à motiver davantage l'acquisition des qualifications d'une *knowledge-based economy* et leur utilisation par des entreprises opérant en Belgique, par exemple en replafonnant les cotisations de sécurité sociale, ou au moyen d'une fiscalité des entreprises plus compétitive.

100. Or la marge budgétaire utilisable par la Belgique soit pour des baisses de recettes, soit pour de nouvelles dépenses publiques à rentabilité économique et sociale élevée à moyen terme, risque d'être fort restreinte au cours des prochaines années par plusieurs facteurs: dette publique encore élevée, impact du vieillissement démographique et augmentation des dépenses de santé pour des raisons qui ne lui sont pas nécessairement liées.

101. En outre, la complexité des niveaux de pouvoir et la lenteur corrélative du processus de décision politique en Belgique par rapport aux calendriers électoraux ne facilitent pas la prise de réformes impopulaires. Ces particularités politico-institutionnelles peuvent aussi gêner la Belgique dès lors qu'il s'agit d'exercer son influence ou de faire entendre sa voix (et défendre ses intérêts) dans le concert européen, ou encore dans ses efforts de promotion commerciale à l'étranger.

102. En *conclusion*, le maintien des avantages comparatifs de la Belgique et de sa capacité à réaliser des investissements nouveaux et à recevoir ceux qui sont initiés par des entreprises étrangères, va demander des efforts particuliers pour :

- accroître l'efficacité du système éducatif, surtout en Communauté française, et encourager davantage la formation permanente;
- promouvoir la recherche et le développement, notamment par de meilleures conditions de travail et de rémunération nette offertes aux chercheurs et par une meilleure exploitation des complémentarités entre la recherche universitaire et celle des entreprises;
- renforcer les infrastructures de transport (pour s'attaquer notamment aux problèmes d'encombrement dans l'accès aux grandes villes ou leur contournement) et celles de communication;
- améliorer l'environnement légal (en ce compris l'efficacité du système judiciaire et la transparence du système administratif) dans lequel opèrent les entreprises;
- faire évoluer les rémunérations, dans la fixation à la fois du niveau, du profil en fonction de l'âge, et de l'éventail des salaires, en tenant compte de ces objectifs et de manière à (1) encourager la mise au travail de travailleurs faiblement qualifiés en évitant les 'pièges à l'emploi' (2) susciter l'acquisition des qualifications nécessaires pour que l'économie belge puisse occuper de plus en plus les échelons supérieurs de la chaîne des valeurs, et (3) promouvoir la poursuite de l'activité au-delà de l'âge effectif actuel de fin de carrière.